

**Agenda****Lundi 20 mai**

-10h : réunion de la section Histoire et Géographie (salle 8).

-11h : réunion de la commission mixte (salon Dupont-Sommer).

-13h30 : réunion de la section générale (salon Dupont-Sommer).

-15h : **Xavier DARCOS**, chancelier de l'Institut : « *L'action culturelle de la France dans le monde* ».

-17h : comité secret (**quorum obligatoire**).

Lundi 20 mai et mardi 21 mai :

colloque « Démocratie et liberté. Les peuples modernes à l'épreuve de leurs contradictions » (Institut de France et Fondation Simone et Cino Del Duca).

Lundi 27 mai

15h : lecture de la notice sur la vie et les travaux de **Jean MESNARD** par **Claudine TIERCELIN** (sous la Coupole, en habit ; sur invitation pour le public).

**Séance du lundi 13 mai**

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 6 mai, le président **Georges-Henri Soutou** a déposé sur le bureau de l'Académie l'inventaire des *Papiers René Brouillet (1909-1992)* établi sous la direction de Vivien Richard (Pierrefitte-sur-Seine, Archives nationales, 2018, 258 p.). **René Brouillet** a été membre de l'Académie de 1987 à 1992, sur le fauteuil 10 de la section générale.

Le président a ensuite introduit la communication de **Maxime Lefebvre**, diplomate, chargé de mission prospective au ministère des Affaires étrangères auprès du directeur de l'Union européenne, qui a traité de « La politique européenne de la France », envisagée dans le temps long. La construction européenne a été accueillie avec faveur par la France comme par ses voisins continentaux au sortir des deux guerres mondiales, mais elle est aussi le produit d'une constante interaction avec ces nations qui y projettent leurs valeurs et leurs intérêts en même temps qu'elles sont transformées par le jeu coopératif collectif qu'elle leur impose. Cette tension trouve un écho dans les sentiments ambivalents des Français à l'égard du processus européen. Une majorité de l'opinion est favorable à la monnaie unique et juge bénéfique l'appartenance de la France à l'Union européenne ; toutefois la proportion s'inverse quand se pose la question de la confiance dans ses institutions ou de la capacité de peser sur son destin.

Revenant en détail sur le fonctionnement de l'Union européenne, Maxime Lefebvre a mis en évidence les différentes voies par lesquelles la France peut influencer sur la détermination et la conduite des politiques européennes. Le Conseil européen et les conseils des ministres sont les instances où se fait entendre la voix des États, mais leurs décisions se jouent pour partie en amont, au sein des conseils et les 200 groupes de travail environ où siègent les représentants permanents et diplomates nationaux. Non moins cruciale est la présence parmi les fonctionnaires européens (à la Commission, au Parlement, dans les tribunaux) de 10 à 15 % de ressortissants français, dont on peut attendre qu'ils aient une juste compréhension des positions défendues par leur pays.

De l'observation de la politique européenne de la France dans les dernières décennies se dégagent quelques constantes, déclinées par l'intervenant en cinq principes. Le premier est la centralité de la relation franco-allemande, qui vaut autant comme « levier de puissance » que comme laboratoire du « dépassement des contradictions européennes ». Nécessaire, le moteur franco-allemand ne suffit plus néanmoins à lui seul à faire mouvoir l'ensemble ; il est aussi fragilisé par le déséquilibre économique croissant entre ses deux composantes, qui appelle l'attention. Un deuxième principe est la priorité donnée au projet sur l'élargissement : à l'ouverture à de nouveaux États membres a toujours répondu, côté français, la proposition d'un approfondissement de l'intégration européenne. D'où aussi un intérêt souvent plus marqué qu'ailleurs pour une Europe à plusieurs vitesses. « Faire l'Europe sans défaire la France » : la formule de Georges Bidault, reprise par Lionel Jospin, résume un troisième principe, la réticence à des abandons de souveraineté trop poussés. Elle se manifeste dans la préférence pour les organismes intergouvernementaux (conseils européens, sommets – de format plus ou moins resserré) plutôt que communautaires, qui conviennent moins à la tradition diplomatique française. L'attachement au principe de solidarité et la promotion de politiques sociales et de redistribution sont un quatrième point fort du discours français sur l'Europe, en contrepoint d'une vision plus libérale ou ordo-libérale. Enfin, la France ne conçoit l'Europe, depuis le début de l'aventure, que comme une puissance – au travers de laquelle elle pourrait continuer à jouer un rôle au niveau mondial. Cette ambition, cependant, s'est affaiblie depuis une quinzaine d'années, sous l'effet conjugué de l'élargissement à l'Est et de la frilosité des autres membres. La France doit aussi compter, sur ce plan, sur les intérêts divergents de ses partenaires.

« La France s'est européanisée dans la construction européenne, mais elle ne cesse pas d'avoir des intérêts, des priorités, des préférences, des sensibilités » a conclu Maxime Lefebvre, qui a invité à articuler, pour l'avenir, trois impératifs : redresser la France, continuer de nourrir des ambitions pour l'Europe et conserver à une capacité d'action autonome.

À l'issue de sa communication, **Maxime Lefebvre** a répondu aux questions et observations que lui ont adressées **Georges-Henri Soutou**, **François d'Orcival**, **Jacques de Larosière**, **Bernard Bourgeois**, **Michel Pébereau**, **Jean-Claude Trichet** et **Jean-David Levitte**.

Dans la presse et sur les ondes

- *Le Débat* (n° 204, mars-avril 2019) consacre un dossier à « La France des gilets jaunes », avec une contribution d'**Alain Duhamel**, « Que nous disent les “gilets jaunes” sur notre République ? », dans laquelle il expose tout ce qui fait de cette crise un événement atypique. Il la décrit comme une « crise par procuration », soutenue, ou du moins regardée avec sympathie, par l'opinion publique, où se reflète l'angoisse de perdre le « modèle social égalitaire, conservateur et national » en vigueur depuis 1945, alors que se profile le triomphe d'un modèle « élitiste, réformateur et mondial ». Sans minorer les maladrances d'un exécutif encore novice, il relève le bon fonctionnement global des institutions, qui depuis 1958 ont fait la preuve de leur efficacité comme « remède aux maladies chroniques de la vie politique française »

- **Haïm Korsia** était les 3 et 4 mai à Belfort pour y dévoiler une plaque à la mémoire de quatre résistants juifs de la ville et prononcer une conférence sur « Le judaïsme et la Cité ». « Le judaïsme n'a pas vocation à l'universalisme, au prosélytisme, mais il véhicule des valeurs universelles. En tant que rabbin, j'évoquerai notamment une notion spirituelle qui appartient au judaïsme, *tikkoun olam*, et qui se rapporte à la réparation du monde, “réparer les brisures du monde”, pour améliorer le sort de chacun », a-t-il déclaré à *L'Est républicain* du 3 mai.

- « Heureux comme un écrivain français en Chine » : dans *Le Figaro* du 6 mai, Arnaud de La Grange fait le point sur la réception en Chine de la production littéraire française. Parmi les initiatives, il signale la 10^e édition du Prix Fu Lei de la traduction et de l'édition, redevable à l'énergie et à l'implication de **Dong Qiang**, correspondant de l'Académie dans la section générale et « véritable ambassadeur permanent des lettres françaises en Chine ». « Avec le soutien de l'ambassade de France, ce professeur de littérature se bat depuis longtemps pour soutenir éditeurs et traducteurs. [...] “Après tant de décennies d'ouverture, notre monde semble retourner de plus en plus au repli sur soi, aux camps, aux clans, à la confrontation, dit-il, et la meilleure arme contre cela est la traduction, pour mieux se comprendre.” »

- « Alerte à la “pillution” ! » : après la publication par Michel Houellebecq de *Sérotonine*, un éditorial de **Denis Kessler** pour *Challenges* (9 mai) attire l'attention sur la « crise des opioïdes », autrement dit des antidouleurs et analgésiques, dont la consommation connaît, depuis une dizaine d'années, une croissance vertigineuse, en particulier aux États-Unis, avec des conséquences humaines et économiques majeures : « La probabilité de décéder par une overdose d'opioïdes serait désormais supérieure à celle de mourir dans un accident d'automobile » – alors même que nombre d'entre eux sont provoqués par l'abus de ces substances. Mais D. Kessler propose également d'en tirer une leçon : nos économies ne secrètent-elles pas leurs propres opioïdes lorsque, pour éviter des choix douloureux, elles se rendent dépendantes de la dette ou de politiques monétaires expansionnistes ?

À lire

- **Jean Tulard** signe avec son épouse Marie-José Tulard *Les égéries de la Révolution* (Paris, Robert Laffont, 2019, 360 p.), une série de portraits des femmes qui ont joué, en arrière-plan, un rôle politique pendant les années révolutionnaires. « La plupart s'efforcèrent d'influencer des hommes politiques du temps – de là leur nom d'“égéries” – faute de pouvoir se faire entendre à la tribune et participer aux grandes décisions. Une revendication que les révolutionnaires ne cessèrent d'étouffer. » (extrait de la présentation par l'éditeur). De Mme Roland à Joséphine, c'est toute la Révolution qui est ainsi revisitée.

- Est parue chez LGDJ une nouvelle édition (la 10^e) des *Sources constitutionnelles du droit administratif* de **Bernard Stirn** (coll. « Systèmes », 2019, 210 p.), une introduction au droit administratif par la voie constitutionnelle, dans le cadre français aussi bien que dans le cadre européen.

À savoir

- Du 24 au 28 avril, **Marianne Bastid-Bruguière** a pris part au « 2019 Global Humanities Forum » organisé par l'université de Xiamen en collaboration avec la Commission internationale pour la philosophie et les sciences humaines (CIPSH) de l'UNESCO. Elle y a prononcé les allocutions d'ouverture et fermeture sur la présence universelle des humanités dans toutes les cultures, sur les valeurs communes qui les fondent et sur la nécessité de soutenir les études et la recherche universitaires dans ces disciplines, mais plus encore leur enseignement dans les écoles secondaires, comme un rempart contre la diffusion de l'esprit de violence et d'intolérance. Elle a donné aussi une conférence sur les archives des missions catholiques françaises relatives à la Chine et sur l'apport de ces sources à l'anthropologie historique des communautés villageoises han et non han du XVII^e au XX^e siècle. Elle s'est ensuite rendue à Fuzhou du 28 au 30 avril comme intervenant principal à l'« International Forum on Poverty Reliefs in Children Education » organisé par le Bureau d'éducation de la province du Fujian, l'École normale de formation supérieure et le Centre de formation permanente des enseignants préscolaires du Fujian. Sous le titre « *Awakening children's curiosity and attention in French preschool education* », elle a présenté les nouveaux défis de l'enseignement préscolaire en France et les mesures et les expériences conduites depuis 2015 sur la base des découvertes des neurosciences pour améliorer la pédagogie et la rendre plus efficace contre les effets de l'inégalité sociale. Elle a prononcé aussi plusieurs allocutions dans les établissements visités et lors de la séance de clôture.

- Le 2 mai, **Jean-Claude Trichet** a prononcé un discours sur les vingt ans de l'euro, à Vienne, à l'invitation de la Banque centrale d'Autriche. Il a particulièrement insisté sur la nécessité de replacer dans une perspective historique de long terme le projet des Européens de créer un marché unique avec une monnaie unique. S'agissant des 20 ans de l'euro il a noté que 120 ans s'étaient écoulés aux États-Unis entre le *Coinage Act* de 1793 et le vote du *Federal Reserve Act* en 1913, et 105 années supplémentaires de transformations et de réformes depuis la première émission de billets par la Réserve fédérale en 1914 jusqu'à aujourd'hui. Il a donné, le même jour, une conférence de presse avec le gouverneur de la banque centrale d'Autriche. Il est également intervenu dans le cadre du documentaire « Europe, dans les coulisses d'une décennie de crise », qui a été diffusé le 11 avril sur France 3 (<https://www.france.tv/france-3/europe-dans-les-coulisses-d-une-decennie-de-crise/946491-de-l-euro-au-brexit.html>).

- **Gabriel de Broglie** a prononcé le 2 mai à Rabat une conférence sur « Le passage du XX^e au XXI^e siècle », au siège de l'Académie du royaume du Maroc. Elle prenait place dans un cycle dû au partenariat entre cette institution et l'Académie française. Conférence visible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=WlJkg6t5lr8>.